



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNAUF INDUSTRIES

45 rue de Paradis
75010 Paris

Références : 2024-0569-CeG
Code AIOT : 0010003836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES implanté 15 rue Chambord 41230 Vernou-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES
- 15 rue Chambord 41230 Vernou-en-Sologne
- Code AIOT : 0010003836
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KNAUF INDUSTRIE EST est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits industriels en polystyrène expansé à destination du secteur du BTP et industriel sur le territoire de

la commune de Vernou-en-Sologne.

Les activités relèvent principalement des rubriques suivantes :

- transformation de matières plastiques à raison de 28t/jour de matière traitée (rubrique 2661 / régime de l'Enregistrement)
- stockage de polymères expansés à raison de 19 109 m³ (rubrique 2663 / régime de l'Enregistrement)
- installations de refroidissement (rubrique 2921 / régime de l'Enregistrement)

Les installations sont par ailleurs soumises à déclaration au titre des rubriques 2662 (stockage de polymères expansés) et 2910 (installations de combustion).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Sécheresse
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Zone ATEX	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
4	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.13	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Protection des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
10	Suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
11	surveillance des rejets atmosphériques – COV	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.2.3.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
17	Bâtiment I4 - stockage PSE	AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2.1.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
21	Réductions imposables à l'exploitant –	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sécheresse				
22	Réductions d'eau de l'exploitant-sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Isolement du site	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Valeur limite en Fer	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Susceptible de suites	Sans objet
9	Séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet
12	Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Susceptible de suites	Sans objet
13	Surveillance des rejets atmosphériques - combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
14	Fréquence de surveillance - rejets atmosphériques Combustion	Arrêté Préfectoral du 03/08/1998, article 6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Réduction largeur de	AP Complémentaire du 31/05/2022,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	stockage bâtiment E3	article 2.3.2		
16	Réduction stockage bâtiment E2	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.3	/	Sans objet
18	Isolement bâtiment E1 et aire de stockage des palettes	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.4	/	Sans objet
19	Mesure d'émission sonore dans l'environnement	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.1	/	Sans objet
20	Volume annuel prélevé – sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
23	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
24	Justificatifs à établir en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 – I et II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2023
Prescription contrôlée :

<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate audible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 06/12/2022</u> : Les travaux d'installation de la détection automatique incendie dans le bâtiment I4 ne sont pas réalisés mais l'arrêté complémentaire du 31/05/2022 prévoit un délai jusqu'au 31/08/2023 pour la réalisation de ces travaux.</p> <p><u>Constat du 25/07/2024</u> ; Les travaux d'installation de la détection automatique incendie dans le bâtiment I4 ont été réalisés en août 2023 et l'installation a été réceptionnée le 4/3/2024. Le rapport de mise en service réalisé par la société SSI service a été consulté par l'inspection. L'exploitant indique que le report d'alarme est effectué sur le téléphone du directeur du site. L'inspection remarque que pour une meilleure fiabilité du système, il serait souhaitable qu'il y ait un second report d'alarme vers une deuxième personne, notamment en cas d'indisponibilité du directeur.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Zone ATEX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'explosion</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 2. 3. 3 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 6/12/2022</u> : Des non-conformités des installations avec la réglementation</p>

en zone ATEX n'ont pas toutes été levées.

Constat du 25/07/2024 : Il reste des non-conformités sur des installations avec la réglementation en zone ATEX qui n'ont pas été levées, parmi lesquelles :

- 3 concernent le brûleur de la chaufferie : l'exploitant indique que la levée de ces non-conformités nécessite des travaux importants sur le brûleur qui n'ont pas été mis en œuvre car il envisage de changer le brûleur à horizon 2025 pour passer à un brûleur GNL
- 4 concernaient les locaux broyeur machine de découpe et compacteur : l'exploitant a fait réaliser un nouveau zonage ATEX de ces locaux. Le rapport Apave du 7/06/2023 a été consulté par l'inspection. Il indique l'absence de zonage ATEX dans la zone de découpe et broyeur. Ces non-conformités sont de fait levées.
- Il reste 6 non-conformités qui n'ont pas été levées. L'exploitant indique qu'il est en cours de chiffrage du matériel pour lever ces non-conformités et qu'il envisage de mettre en œuvre les investissements nécessaires en 2025.

Des non-conformités des installations avec la réglementation en zone ATEX n'ont pas toutes été levées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :
[...] - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2. 2. 15 ;

Constats :

Constat de la visite du 6/12/2022 : Le plan a été complété pour faire figurer la vanne d'isolement du site, mais la consigne n'est pas forcément explicite sur le document qui mérite d'être ainsi complété.

Le plan a été complété pour faire figurer la vanne d'isolement du site.
Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2023

Prescription contrôlée :

Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordées à un bassin de confinement d'une capacité de 972 m³. Les travaux nécessaires à la réalisation de ce bassin sont réalisés au plus tard le 30/06/2024.

Constats :

Constat de la visite du 06/12/2022 : L'échéance de réalisation de ces travaux prévue par l'arrêté complémentaire du 31/05/2022 n'est pas encore atteinte.
Ce constat avait déjà été réalisé lors de la visite du 15/10/2021.

L'exploitant s'était engagé dans la réalisation d'une étude pour définir au préalable les travaux relatifs au confinement des eaux d'extinction incendie.

Constat du 25/07/2024 : Aucun travaux ni étude n'ont été engagés pour la mise en place d'un dispositif permettant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. L'exploitant indique qu'il a consulté des bureaux d'études pour des devis concernant l'étude mais aucune commande n'a été engagée.

L'établissement ne dispose pas de bassin de confinement d'une capacité de 972 m³.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre en application d l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 6/12/2022 :</u> L'analyse du risque foudre n' a pas été mise à jour, l'exploitant est en attente de réception du rapport correspondant à l'intervention de Bureau Véritas du 10/11/2022.</p> <p><u>Constat du 25/07/2024 :</u></p> <p>Une mise à jour de l'analyse du risque foudre a été réalisée le 10/11/2022 par Bureau Véritas. Le rapport correspondant a été consulté par l'inspection et conclut à la nécessité de faire réaliser une étude technique foudre.</p> <p>Le rapport de l'étude technique foudre Apave du 19/04/2023 a été consulté par l'inspection. Ce rapport mentionne plusieurs observations pour la mise en conformité des installations.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a missionné une entreprise pour lever la totalité de ces observations, qui doit intervenir pour les travaux semaine 32.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments permettant de justifier que les actions permettant de lever les observations de l'étude technique foudre du 19/04/2023 ont été mises en oeuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Protection des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des bâtiments
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2023
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.</p>
Constats : <p><u>Constat de la visite du 06/12/2022 :</u> Deux portes coupe-feu ne sont pas fonctionnelles.</p> <p><u>Constat du 25/07/2024 :</u> L'exploitant a fait le choix d'enlever les portes et de reboucher le mur entre les 2 bâtiments. Les travaux ont pu être constatés par l'inspection. Concernant le degré coupe-feu du mur rebouché entre l'atelier principal et la chaufferie, il avait été attesté via un audit sécurité que le mur de ce côté-ci était degrés CF2h (REI120). Le rebouchage rattrape l'épaisseur du mur existant (PARPAING + Enduit). L'exploitant indique que le rebouchage a été effectué dans les mêmes propriétés que le mur d'origine. Néanmoins ces éléments n'ont pas été attestés par un bureau de contrôle.</p> <p>L'exploitant justifiera que les travaux de rebouchage de l'emplacement des portes coupe-feu entre l'atelier principal et la chaufferie assurent bien un degré coupe feu 2h.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : Température : < 30° C PH : compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique). Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants : Volume maximal sur 24h : 100 m³ Débit maximal instantané : 4 m³/h</p> <p>+ TABLEAU AP</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 06/12/2022</u> : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les VLE en flux ainsi que le volume maximal journalier et débit instantané de rejet.</p> <p><u>Constat de la visite du 25/07/2024</u> : Le rapport d'analyse du prélèvement réalisé par LDA le 18/01/2024 ne fait pas apparaître les flux. L'exploitant a présenté un tableau de calcul des flux, mais uniquement pour le Fer, les flux ne sont pas calculés pour les autres paramètres.</p> <p>Lors du prélèvement du 29/03/2023, le volume rejeté était de 88 m³ sur 24h. Lors du prélèvement du 17/01/2024, le laboratoire a réalisé une courbe de débit des rejets sur 24h. Celle-ci met en évidence que le rejet sur 24h a été de 117.2 m³, avec un débit de rejet instantané en majorité supérieur à 4m³/h. Un nouveau prélèvement des rejets, avec mesure de débit a été réalisé par le LDA le 24/07/2024. Les résultats n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les VLE en flux. Les valeurs limites en volume maximal journalier et débit instantané de rejet ne sont pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Valeur limite en Fer

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite en Fer
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé : 11) Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) : 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Constats : <u>Constat visite du 6/12/2022 :</u> La valeur limite de rejet en Fer n'est pas respectée. L'analyse du rejet réalisée le 18/01/2024 met en évidence une concentration en fer à 2.4 mg/l, soit inférieure à la valeur limite d'émission. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Séparateurs à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : II. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière vidange et le dernier entretien des 2 séparateurs à hydrocarbure ont été réalisés le

03/07/2024. L'exploitant a présenté le BSD correspondants ainsi que la facture de l'intervention à l'inspection. Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des prélèvements
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan est consigné dans un registre prévu à cet effet et fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le relevé des volumes est effectué journallement et retranscrit sur le registre sus-cité qui peut éventuellement être informatisé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 06/12/2022</u> : Le relevé des volumes n'est pas effectué de façon journalière.</p> <p><u>Constat de la visite du 25/07/2024</u> : Le relevé des volumes prélevés n'est toujours pas effectué de façon journalière, mais seulement à périodicité mensuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : surveillance des rejets atmosphériques – COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment les concentrations des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :</p> <p>Bâtiment C1 - COV : 150 mg/Nm3</p>
Constats : <p><u>Constat de la visite du 6/12/2022 :</u> L'exploitant n'est toutefois pas en mesure de justifier qu'il respecte la VLE en COV depuis 2019.</p> <p><u>Constat de la visite du 25/07/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a fait réaliser une mesure des COV au niveau des grilles côté usine et côté bassin du bâtiment C1 par la société Kali'air le 3/02/2023 et le 10/06/2024. Les rapports d'analyse correspondants ont été consultés par l'inspection.</p> <p>Le rapport du 3/02/2023, pour la mesure réalisée côté bassin, met en évidence une mesure de concentration moyenne à 306 mg/Nm3 pour les COVT NM, soit supérieure à la VLE de 150 mg/Nm3.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées le 16/06/2024 sont conformes à la VLE.</p> <p>L'exploitant présente un dépassement de la VLE en COV au niveau du bâtiment C1 en 2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 6/12/2022 :</u> L'exploitant n'a pas de programme de surveillance de ses rejets atmosphériques et ne fait pas réaliser de mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé .</p> <p><u>Constat de la visite du 25/07/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté son programme de surveillance et fait réaliser une fois par an une mesure (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air, notamment en COV au niveau du bâtiment C1.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Surveillance des rejets atmosphériques - combustion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites d'émission (installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe)</p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>[...]</p>

<p>I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <p>[...]</p> <p>- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024</p> <p>;</p> <p>- Fioul domestique : NOx : 150 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 6/12/2022</u> : La valeur limite d'émission des rejets atmosphériques n'est pas respectée pour le paramètre NOx.</p> <p><u>Constat de la visite du 25/07/2024</u> :</p> <p>Le rapport APAVE correspondant à une intervention le 02/02/2023 sur la chaudière fuel, pour l'analyse des paramètres CO, NOx, poussières et SO2 ne met pas en évidence d'écart au VLE.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Fréquence de surveillance - rejets atmosphériques Combustion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/1998, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée</p> <p>I. - L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O2, SO2, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p>
<p>Constats :</p>

Constat de la visite du 6/12/2022 : L'exploitant ne fait pas réaliser des mesures au niveau de la chaudière par un organisme agréé tous les 2 ans.

Constat de la visite du 25/07/2024 :

Le programme de surveillance faisant figurer les périodicités de contrôle a été présenté à l'inspection. Un contrôle des rejets issus de l'installation de combustion est prévu tous les 2 ans. La dernière intervention a eu lieu le 2/2/2023.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Réduction largeur de stockage bâtiment E3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage

Prescription contrôlée :

Le stockage est interdit à l'intérieur du bâtiment E3 dans l'espace d'une bande de 1,5 m le long de la façade l'ouest.

Pour ce faire, l'exploitant met en place dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté une cloison intérieure en bardage métallique simple peau au sein du bâtiment E3 pour délimiter la bande de 1,5 m depuis la façade Ouest du bâtiment E3.

Constats :

Lors de la visite du site il a été constaté la présence d'une cloison intérieure en bardage métallique simple peau au sein du bâtiment E3 présente à une distance 1,5 m de la façade Ouest du bâtiment E3 et l'absence de stockage dans cette bande de 1.5 m le long de la façade Ouest.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Réduction stockage bâtiment E2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage

Prescription contrôlée :

Le stockage est interdit à l'intérieur du bâtiment E2 dans l'espace d'une bande de 1 m le long de la partie sud de ce bâtiment.

Pour ce faire, l'exploitant met en place dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté une cloison intérieure en bardage métallique simple peau au sein du bâtiment E2 pour délimiter la bande de 1 m depuis la façade Est du bâtiment E2 (partie sud).

Constats :

Lors de la visite du site il a été constaté la présence d'une cloison intérieure en bardage métallique simple peau au sein du bâtiment E2 présente à une distance 1 m de la façade Est du bâtiment et l'absence de stockage dans cette bande de 1 m le long de la façade Est.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Bâtiment I4 - stockage PSE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage

Prescription contrôlée :

Le stockage de produits PSE dans le bâtiment I4 est organisé en trois îlots de 600 m³ maximum chacun, conformément au plan figurant en annexe. Il abrite un volume maximum total de 1328 m³ de produits PSE. L'organisation du stockage est la suivante :

- gerbage sur palettes sur 2 niveaux maximum
- organisation des stockages au sol :
 - 2/3 de la surface occupée par le stockage à proprement parler, soit 361 m² environ, le résiduel constitué par les zones de circulation
 - sur la base de la surface dédiée au stockage : 361 m² et du gerbage des palettes sur 2 niveaux maximum, la capacité maximum de stockage en palettes dans le bâtiment est évaluée à 177 palettes au sol compte tenu de l'espacement nécessaire entre palettes.
- La capacité de stockage totale au sein du bâtiment est donc de 354 palettes compte tenu du gerbage sur 2 niveaux.

Des passages libres, d'au moins 4 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement entre les îlots, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.

La hauteur des stockages n'excède pas 5 mètres.

Les matières combustibles sont stockées sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé.

Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

[...].

Constats :

Le stockage du bâtiment I4 est réalisé en 3 îlots. Un marquage au sol a été réalisé pour délimiter les zones mais également pour assurer la distance de 1 m minimum entre le bardage et le stockage.

Néanmoins, lors de la visite du site il a été constaté les écarts suivants :

- la distance du marquage entre l'îlot 1 et l'îlot 3 est inférieure à 4 m
- la distance minimale d'1 m entre le bardage et le stockage n'est pas respectée entre les

- murs et certaines palettes dans chacun des îlots (celles-ci dépassant le marquage au sol)
- la hauteur de certaines palettes de l'îlot 1 dépasse la hauteur maximale de 5 m

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Isolement bâtiment E1 et aire de stockage des palettes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement

Prescription contrôlée :

Une distance d'isolement minimum de 15,9 m est maintenue en permanence entre le bâtiment E1 et l'aire extérieure de stockage de palettes.

Constats :

Lors de la visite du site il a été constaté que la distance d'isolement minimum de 15,9 m est présente entre le bâtiment E1 et l'aire extérieure de stockage de palettes.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Mesure d'émission sonore dans l'environnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Au plus tard 6 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant réalise des mesures d'émissions sonores dans l'environnement afin de confirmer/infirmier le dépassement d'émergence en limite de propriété ouest.

Au regard des résultats, l'exploitant statuera sur la conformité de ses installations avec l'article 5.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15/04/2010 relatif à la rubrique 2663 de la nomenclature des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des mesures d'émissions sonores dans l'environnement le 27/06/2024. Le rapport Kalies correspondant à ces mesures a été consulté par l'inspection. Les mesures ne présentent pas de dépassement d'émergence en limite de propriété ouest.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Volume annuel prélevé – sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Volume annuel prélevé

Prescription contrôlée :

Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Constats :

L'exploitant réalise un prélèvement dans le milieu suivant : CALCAIRE TERTIAIRE DE BEAUCE SOUS SOLOGNE CAPTIFS FRGG136, pour un volume annuel 2023 de 27 664 m3.

L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 est applicable à l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Réductions imposables à l'exploitant – sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a présenté les éléments qui lui ont permis de calculer son volume de référence 2024, sur la base des prélèvements réalisés en 2023 dans le forage. Celui-ci est de 118 m3/j.

Néanmoins, il n'a pas présenté les éléments justifiant du calcul du volume de référence sur la base des prélèvements 2022.

Au regard des modifications de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'inspection invite l'exploitant à recalculer son volume de référence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 22 : Réductions d'eau de l'exploitant– sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats :

Le Bassin versant du Beuvron a été placé au niveau de gravité « alerte » par arrêté préfectoral sur la période du 27/07/2023 jusqu'au 03/08/2023.
Sur cette période, l'exploitant aurait dû réduire ses prélèvements de 5%.

A l'été 2023, l'exploitant n'avait pas défini son volume de référence et n'a pas les données disponible justifiant qu'il a réduit les prélèvements sur cette période ; les relevés de prélèvements n'étant pas réalisés de façon journalière.

L'exploitant n'a pas appliqué une réduction de 5% de ses prélèvements lorsque le bassin du

Beuvron avait franchi le seuil d'alerte en 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 23 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier

2023.
Constats : L'exploitant indique qu'il ne considère pas qu'il rentre dans les cas d'exemption des obligations de réduction imposées par l'article 2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Justificatifs à établir en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 – I et II
Thème(s) : Actions nationales 2024, documents à disposition
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées: 1o La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées; 2o Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier; 3o Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population; 4o Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2; 5o Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3; 6o La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018. II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2o, 3o, 4o et 5o au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté. Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2. III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1o et 6o au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter l'ensemble des éléments listés à l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite